

SERVICE TECHNIQUE D'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSEES

12-14 Quai de GESVRES – PARIS IV^{ème}
75195 PARIS RP



PREFECTURE DE SEINE SAINT DENIS

Commune : PANTIN

Dossier : 93B 2800448 A
GIDIC n° 74 8607

Classement :

R 2340-a/A
R 2920/2°b-D,
R 2910/2°-D,
R 2921-D

Site en zone inondable

Site inclus dans le programme d'inspection

Site « Seveso » seuil haut

Site « Seveso » seuil bas

Site BdF / Site IPPC

Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation

Site dans un périmètre de Boît Over

BASOL

Bordereau du 12/08/09 (reçu le 17/08/09)

Paris, le 15 décembre 2009

MAJ ELIS
32 chemin latéral

interlocuteurs :

URS France
Bâtiment A 5 (1^{er} étage)
Europarc PICHAURY
1330 rue JRGG de la Lauzière
BP 80430 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

GIE ELIS
31 rue Voltaire BP 62
92803 PUTEAUX Cedex

REFERENCES :

- Demande d'autorisation déposée le 20/02/2009
- Avis des services (DDE, DRIAF, DDASS, DGPN...) et du Conseil Municipal de BOBIGNY du 30/06/09
- PV des observations du commissaire-enquêteur du 11/08/09

OBJET : - retour d'enquête publique
- projet d'AP Blanchisserie MAJ ELIS

I) PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

1) Le demandeur

MAJ exploite actuellement une blanchisserie dite « PANTIN 1 » (9 rue du général Compans à PANTIN). L'activité de blanchisserie doit être transférée vers un nouveau site situé à environ 700m : « PANTIN 2 ». (32 chemin latéral à PANTIN).

Le site « Pantin 1 » dispose d'un forage dans la nappe de l'Albien dont l'exploitation est autorisée par l'AP du 18/12/1969 et pour lequel l'AP du 12 mars 2008 pris pour ampliation de l'AP de 1969 fixe des prescriptions complémentaires concernant ce puits. C'est la division « sols et sous-sol » de la DRIRE Ile-de-France qui est chargée de préparer les prescriptions applicables.

2) Le site d'implantation

Les installations seront implantés à 1 km environ du centre ville de PANTIN, en zone d'activité. Elles seront situées en bordure du canal de l'Ourcq sur un terrain d'une superficie de 20500m². Le site est bordé au Nord par le chemin latéral permettant l'accès au site.

Le trafic engendré par le site correspond à environ 0,8 % de l'ex route RN 3.

3) Le projet

Il s'agit de l'implantation d'une blanchisserie industrielle destinée à l'entretien de linge à l'usage d'hôtel, de restaurants (linge traditionnel) et d'établissement de santé (linge santé).

MAJ assurera la livraison et le ramassage des articles auprès de ses différents clients.
Les opérations de traitement du linge seront les suivantes :

- réception ;
- préparation des articles avant lavage ;
- lavage ;
- lavage, essorage en machines essoreuses, tunnels de lavage et systèmes d'essorage en sortie ;
- séchage, repassage à l'aide de séchoirs rotatifs , de calandres ou de tunnels de finition ;
- pliage-emballage automatique et manuel ;
- conditionnement-expédition ;

MAJ disposera aussi :

- d'un stockage de serviettes industrielles ;
- d'une aire de lavage des véhicules de livraison ;
- d'une station de distribution de carburant (GO).

Le tunnel de lavage est un matériel qui fonctionne en continu : le linge passe d'un compartiment à l'autre et suit ainsi les différentes étapes de lavage.

Le site sera équipé de séchoirs gaz d'une puissance thermique de 3600kW et de tunnels de finition fonctionnant au gaz d'une puissance de 1300kW au total.

Le dossier prévoit un pompage dans l'Albien à 800m de profondeur.

L'Albien est une nappe protégée dont la vocation première est l'alimentation en eau potable de la région parisienne.

Les usages de l'eau pompée seront donc les suivants :

- lavage du linge ;
- eaux d'alimentation de la chaudière ;
- eaux de régénération des résines et nettoyage des filtres ;
- eaux de lavage des véhicules.

La consommation d'eau sur le réseau d'eau potable est à usage domestique ou en secours de l'eau de forage pour réaliser l'activité de lavage.

L'eau du réseau est traitée sur des adoucisseurs par résine.

Une station de traitement est prévue sur le site: dégrillage, fosse de relevage, neutralisation au CO₂ liquide et refroidissement sur une TAR en circuit primaire fermé.

4) Les installations classées et le classement

La société MAJ ELIS a déposé une demande d'autorisation d'exploiter des ICPE dans le cadre de ce projet de ré-aménagement de la Zone des Grands Moulins de PANTIN.
Les installations classées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article 512-1 du code de l'environnement ainsi que de la déclaration, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations	Nomenclature ICPE Libellé de la rubrique	Nomenclature ICPE rubriques concernées	A:autorisation D:déclaration	Rayon d'affichage km
100 tonnes/jour	<i>Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345.</i> <i>La capacité de lavage de linge étant :</i> <i>1) supérieure à 5 t/j</i>	2340-1	A	
3 compresseurs d'air dont 1 en secours Puissance 2	<i>Réfrigération ou compression (installations de fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, :</i> <i>Dans tous les autres cas :</i> <i>la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW</i>	2920-2-b	D	

	<p><i>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques <u>167-C</u> et <u>322-B-4</u>.</i></p> <p><i>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, d'être consommée par seconde.</i></p> <p><i>Nota - La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</i></p> <p>Chaufferie : 1 chaudière gaz pour le process puissance 11MW + 1 chaudière gaz 2MW</p>		2910-A 2	D	
	<p><i>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques <u>167-C</u> et <u>322-B-4</u>.</i></p> <p><i>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, d'être consommée par seconde.</i></p> <p><i>Nota - La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</i></p> <p>Ateliers de production 12 séchoirs rotatifs puissance de 3600kW + 5 séchoirs démöloirs-gaz 1000kW + 2 tunnels de finition</p> <p>Puissance totale 5900 kW</p>		2910-A 2		
Tour aéro-réfrigérante	<p><i>Refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air (installations de) :</i></p> <p><i>2.Lorsque l'installation est de type « circuit primaire fermé »</i></p>		2921-2	D	

II LA CONSULTATION ET L'ENQUETE PUBLIQUE

1) Les Avis des services

a. La **DDE** a émis l'avis suivant du 17/07/09 :

«-L'analyse du dossier de demande d'exploiter est facilité par la mention de la plupart des servitudes grevant le nouveau site d'implantation. Toutefois, ce dossier ne mentionne pas (...) :

«-les servitudes d'utilité publique de marchepied (*distance entre la rive d'un cours d'eau et la limite de la propriété riveraine*) » ;

«-les servitudes d'utilité publique liées aux voies de chemin de fer » ;

«-les prescriptions liées à l'archéologie préventive sur le territoire de Pantin en cas d'affouillement des terres » ;

-Le site PANTIN II est impacté par des servitudes de marchepied d'une largeur de 3,25m liées au canal de l'Ourcq.

La consultation des services des canaux de la Ville de Paris est souhaitable dans le cadre de l'instruction de ce dossier afin de re-connaître les limites formellement les limites de parcelles-sud du site »;

De plus, ce site est soumis aux restrictions imposées par les servitudes liées aux voies de chemin de fer situées en fond de parcelle de « PANTIN II ».

Ces restrictions délimitent la distance pour planter des arbres de haute tige, prescrivent les conditions de demande d'élagage de tout arbre, interdisent les excavations, délimitent la hauteur des haies mitoyennes, etc... »

La DDE a aussi fait la remarque suivante :

“L’arrêté du préfet de région du 20 février 2004 relatif à l’archéologie préventive ne fait mention d’aucun site identifié sur la Ville de Pantin. Toutefois, cet arrêté prescrit un seuil surfacique de saisine de 5000m² pour tout aménagement structurel des bâtiments (affouillement des terres).

L’assiette du terrain de la société MAJ ELIS étant de 10100m², il convient de saisir pour avis la Direction Régionale des affaires culturelles ”.

Il a été convenu que Mme CODERST.

(MAJ ELIS) fasse un projet de réponse dans la perspective du

b. La **Direction Régionale des affaires culturelles (service de l'archéologie)** a émis l'avis suivant le 09/06/2009 : « L'aménagement cité en référence sur la commune de Pantin (...) compte tenu de sa localisation et de sa localisation n'est pas susceptible de porter atteinte à la conservation du patrimoine archéologique. (...) »

En conséquence, aucune prescription d'archéologie préventive ne sera formulée dans le cadre de l'instruction de ce dossier » ;

La DRAC rappelle toutefois qu'il conviendra de rappeler au maître d'ouvrage la nécessité de l'informer en cas de découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux, conformément aux dispositions du code du patrimoine (art L 531-14).

c. La **DEA** a donné un avis favorable le 09/07/09 (reçu le 16/07/09) sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

-la réalisation de mesure du pH, de la température et du débit en continu, ainsi que l'installation d'un préleveur automatique pour la réalisation d'analyses régulières, au niveau du canal de rejet à l'intérieur du site ;

-la présence d'un regard de prélèvement en limite de propriété et sur le domaine public pour faciliter la prise d'échantillon et le contrôle de la qualité des rejets par les gestionnaires du réseau public d'assainissement (regard intérieur sur l'annexe C) ;

-les eaux de lavage des véhicules (et les eaux en provenance de l'aire de dépotage de gasoil sous rétention de 10m³) seront collectées vers un séparateur HC avant de rejoindre le réseau « Eaux usées de l'établissement » ;

-un raccordement de l'aire de lavage sur le réseau « Eaux Pluviales » sera préconisé en l'absence de couverture de l'aire de lavage ;

-les résultats d'auto-surveillance seront transmis au gestionnaire du réseau d'assainissement ;

-collecte des eaux d'incendie vers une rétention sous le bâtiment d'une capacité de 650m³ ;

-traitement des eaux pluviales liées au ruissellement des toitures, voiries, et parking par un second séparateur d'HC ;

-le réseau EP sera équipé d'un obturateur d'urgence gonflable ;

d. La **DDASS** a émis un avis favorable le 28/07/2009 sous réserve de la réalisation de mesures acoustiques dès que l'entreprise sera installée (mesures qui permettront de s'assurer que les prescriptions fixées dans l'AM du 23/01/1997 seront respectées) ;

- e. La DRIA a indiqué le 15/06/09 qu'elle n'avait pas d'observation à faire sur ce projet ;
- f. La DGPN n'a pas émis d'objection (sous réserve du respect de la réglementation en vigueur) le 22/06/09 ;
- g. La BSPP a émis un avis favorable au projet le 02/07/09 sous réserve d'exploiter les installations conformément aux arrêtés types en vigueur ainsi qu'aux documents joints, en les complétant par les mesures suivantes :
- réaliser le désenfumage des volumes conformément aux règles d'exécution de l'IT n°246 relative au désenfumage dans les ERP et notamment au paragraphe 7.1.4.2 ;
 - réaliser les installations électriques conformément à l'arrêté du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
 - Les faire vérifier périodiquement par une personne ou un organisme agréé ou un technicien qualifié ;
 - maintenir propres les locaux et évacuer les déchets aussi souvent qu'il sera nécessaire ;
 - stocker les produits incompatibles chimiquement dans des cellules différentes ;
 - stocker les produits incompatibles chimiquement dans des cellules différentes ;

2) L'avis du CHSCT

Le CHSCT a donné un avis favorable le 24/07/2009 à la demande d'augmentation de la production jusqu'à 100 tonnes/jour sur le nouveau site de Pantin.

3) Les avis des conseils municipaux

Le Conseil Municipal de Bobigny a donné un avis favorable à l'unanimité le 30/06/2009 sous réserve que les Balbyniens les plus proches ne subissent aucune nuisance.
Il n'y a pas d'avis du Conseil Municipal de Pantin.

4) L'enquête publique.

Celle-ci s'est tenue du 08/06/09 au 08/07/09 inclus.
Il n'y a aucune observation d'un tiers portée au registre d'enquête.

5) L'avis du commissaire-enquêteur

Le commissaire-enquêteur a donné un avis favorable à l'autorisation d'exploiter pour les rubriques 2340/1°-A 1.1.2.0 ainsi qu'à la déclaration pour les rubriques 2920/2°b-D, 2910/A 2°-D et 2921/ 1°-D sans remarque particulière.

III) ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Statut administratif des installations du site

Le site ne dispose pas encore d'arrêté préfectoral d'autorisation, il s'agit d'un nouveau projet.

Situation des installations en exploitation

La blanchisserie qui fait l'objet de la présente demande d'autorisation n'est pas encore exploitée.

Inventaire des textes en vigueur Voir article 1.9 de la proposition d'arrêté préfectoral.

Évolution du projet obtenue du demandeur depuis le dépôt du dossier

Le dossier n'a pas donné lieu à des évolutions depuis sa recevabilité en février 2009.

Toutefois, le projet disposera uniquement de 5 tunnels de lavage, contre six prévus initialement.

Analyse de toutes les questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés

Risque incendie

Le linge est combustible.
Le site disposera donc d'un réseau de protection fixe à déclenchement automatique, en cas d'incendie.
Ce système sera régulièrement contrôlé par un personnel qualifié et permettra d'intervenir rapidement et ainsi de limiter les conséquences d'un incendie.

Rejet séparatif

L'exploitant doit encore préciser les coordonnées GPS des points de rejet.
Le réseau d'assainissement du projet est en séparatif et le raccordement est réalisé sur un réseau public de type unitaire :

- les eaux vannes seront collectées par une canalisation spécifique puis envoyées dans le réseau d'eaux usées de la commune de Pantin pour être traitées dans la station d'épuration d'Achères ;
- les eaux de toiture, de voirie et de parking seront collectées par un réseau dédié puis dirigées vers le réseau public via un séparateur d'hydrocarbures ;
La canalisation d'eaux pluviales sera équipée d'un dispositif d'obturation d'urgence de type obturateur gonflable, afin d'isoler le réseau avant rejet dans le réseau communal en cas de pollution accidentelle sur le réseau interne du site.
- les eaux de l'aire de lavage des véhicules et de l'aire de dépotage du gas oil seront dirigées vers un séparateur HC avant rejet vers le réseau des eaux usées ;
Le bassin de rétention de 650m3 situé sous le bâtiment permettra de collecter les eaux d'extinction d'incendie.

Echanges avec l'exploitant pour la préparation du projet de prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation

Consommation d'eau

La consommation d'eau totale usine sera d'environ 1565m3/jour pour 100 tonnes de linge par jour.
Les dispositions suivantes seront mises en place afin de limiter les consommations d'eau :

- choix d'équipements réduisant les consommations d'eau par recyclage des eaux de rinçage pour les opérations de lavage du linge (tunnel de lavage) ;
- programmation de la quantité d'eau désirée ou du temps de remplissage en fonction des quantités et du type de linge ainsi que du niveau de salissures ;
- suivi continu des consommations d'eau.

Plutôt que de mentionner de manière trop précise la consommation d'eau de process par activité avec un plafond maximum d'utilisation en m3/jour, ce sont uniquement les consommations maximales (journalière de 1563,5m3 et par semaine de 8000 m3) qui sont mentionnées. Le détail des quantités d'eau consommées par usage figurera dans le bilan annuel prévu à la condition 9.2.2.

Analyses en COHV

L'exploitant ayant indiqué qu'il ne sera pas utilisé de produit à base de composés organiques volatils, il a été décidé d'en limiter la concentration maximale dans les rejets d'eau à 1 mg/l, et d'imposer deux analyses (1 par an) ; ce protocole permettra de vérifier l'absence de ces composés, et leur analyse ne sera plus nécessaire ensuite ; bien sûr, si les résultats permettaient d'en identifier, des contrôles périodiques seraient prescrits.

Règlement européen du 31 mars 2004 (biodégradabilité à au moins 90% des détergents utilisés)

La prescription concernant les détergents est une prescription générale qui porte sur les détergents de lavage de sol par exemple et non sur les détergents professionnels utilisés par l'exploitant dans le process. Une précision est donc apportée dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Bruit

Le niveau sonore dans la zone est assez élevé puisqu'il se situe en période de journée entre 58,1dB(A) et 60,6dB(A). Des mesures acoustiques sont prévues à la mise en service des installations.

Modalités de prévention des risques

Les modalités de prévention des risques sont décrites dans le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) et reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

IV PROPOSITION DE L'INSPECTION

Avis favorable de l'inspection des installations classées à la demande d'autorisation d'exploiter, sous réserve du respect des dispositions prévues dans le projet de réglementation ci-joint, qui reprend la structure d'arrêté préfectoral cadre et est complété des éléments issus du Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) et des textes réglementaires applicables.

CONCLUSION

L'inspection propose de soumettre pour avis au CODERST les prescriptions fournies en annexe du présent rapport.

L'inspecteur des installations classées
signé

Date de remise au supérieur Hiérarchique
Les 25/11 et 11/12 2009

Le chef de département
Chargé de la Seine Saint Denis
signé

Liste des articles

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES	2
CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS	6
CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	6
CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION	6
CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT	6
CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIERES	6
CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	7
CHAPITRE 1.8 DELAIS ET VOIES DE RECOURS	8
CHAPITRE 1.9 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	9
CHAPITRE 1.10 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	10
TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT	10
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	10
CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	10
CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	11
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS	11
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	11
CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	12
TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	12
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	12
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET	13
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	13
CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	13
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	13
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES D'EPURATION ET CARACTERISTIQUES DE REJET DANS LE RESAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT	15
TITRE 5 - DECHETS	18
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION	20
TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	20
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES	20
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	21
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	21
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS	21
CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES	21
CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	23
CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES	23
CHAPITRE 7.5 FACTEUR ET ELEMENTS IMPORTANTS DESTINES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS	25
CHAPITRE 7.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	26
CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	29
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT	31
CHAPITRE 8.1 EPANDAGE	31
CHAPITRE 8.2 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE	31
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	31
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	32
CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE	33
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	34
TITRE 10 - ECHEANCES	

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SA MAJ ELIS, dont le siège social est situé 32 chemin latéral à Pantin (93), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au 32 chemin latéral à Pantin (93) une blanchisserie industrielle comportant les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Sans Objet

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Désignation des activités	Volume maximum autorisé	Rubrique de la nomenclature	Régime
Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j	100 tonnes/jour	2340-1	A
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, 2. Dans tous les autres cas : b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	3 compresseurs d'air dont 1 en secours puissance totale 200 kW	2920-2-b	D
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques <u>167-C et 322-B-4</u> . A.Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie : 1 chaudière gaz pour le process puissance 11 MW + 1 chaudière gaz pour le chauffage puissance 2 MW Puissance Totale 13MW	2910-A-2	D
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques <u>167-C et 322-B-4</u> . A.Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Ateliers de production 12 séchoirs rotatifs Puissance de 3600 kW + 5 démöloirs séchoirs gaz 1000kW + 2 tunnels de finition Puissance totale 1300kW Puissance Totale 5900kW		
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) : 2.lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	1 Tour aéroréfrigérante	2921-2	D
Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1) supérieur ou égal à 200000m ³ /an	Quantité d'eau de forage de 416000m ³ /an	1120	A

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu à l'article L512-11 du code de l'environnement)

Volume maximum autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation de combustion est constituée des éléments suivants :

- une chaudière gaz d'une puissance thermique 11MW utilisée ;
- une chaudière gaz d'une puissance thermique de 2MW utilisée pour le chauffage et située dans le même local chaufferie soit une puissance de 13MW au total ;
- douze séchoirs à gaz de 300 kW soit 3600kW en puissance thermique totale ;
- deux tunnels de finition de puissance thermique unitaire 650kW soit 1300kW en puissance thermique totale ;
- cinq démêloirs gaz d'une puissance thermique unitaire de 200 kW soit une puissance thermique totale de 1000kW ;
- deux tunnels de finition de puissance thermique unitaire 650kW soit 1300kW en puissance totale ;
- un groupe électrogène fonctionnant au gasoil d'une puissance de 200kW pour l'alimentation en secours de la pompe du forage.

Pour la rubrique 2920 2°b-D une installation de production d'air comprimé comprend deux compresseurs et un compresseur de secours représentant une puissance totale de 200 kW.

Pour la rubrique 2921 2°b-D, l'installation consiste en une Tour aéroréfrigérante fonctionnant en circuit primaire fermé et servant au refroidissement de l'eau du procédé de lavage, essorage et rinçage qui sera installée dans la partie Ouest de l'établissement.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées au 32 chemin latéral, sur la commune de PANTIN.

La société MAJ ELIS est propriétaire des parcelles cadastrales sur le terrain d'assiette du bâtiment :

- R n° 85 ;
- S n°58 ;
- R n° 90.

Les coordonnées géographiques de l'établissement sont les suivantes :

- latitude : 48 °53' 54 " Nord ;
- longitude : 2°24'59" Est ;
- altitude : 57m NGF.

Le site est délimité par une clôture d'une hauteur de 2 m.

La clôture du coté canal de l'Ourcq est située à environ 7 m de la façade du bâtiment.

L'accès est réalisé par quatre portails motorisés, au Nord du site.

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Sans objet.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'activité de la blanchisserie MAJ ELIS vise à assurer l'entretien de linge à l'usage d'hôtels, de restaurants (« linge traditionnel ») et d'établissements de santé (« linge santé ») principalement sur la commune de Pantin mais aussi les communes avoisinantes.

Les installations de la blanchisserie MAJ ELIS sont installées dans un atelier de production d'une surface totale au sol de 8 350 m². La surface au sol totale, comprenant le bâtiment, les annexes et les auvents, est de 10 100 m².

Le bâtiment principal comprend les éléments suivants :

• deux ateliers de blanchisserie industrielle (un pour le linge « traditionnel » et un pour le linge « santé »)

qui incluent chacun :

- une zone de stockage de linge sale,
- une zone d'activité contrôle entrée (tri du linge sale),
- une zone de lavage et d'essorage constituée par 5 tunnels de lavage (pour les deux ateliers) et d'un système d'essorage en sortie de chacun de ces tunnels ;
- une zone de séchage et de repassage,
- une zone d'activité finition,
- des zones de tri,
- des zones de stockage de linge pour expédition.

• des quais de réception et d'expédition du linge ;

• des locaux pour les « services généraux » comprenant :

- une chaufferie permettant la production de vapeur et implantée dans un local spécifique ; elle sera équipée d'une chaudière pour le procédé d'une puissance de 11MW et d'une chaudière gaz pour le chauffage des locaux d'une puissance de 2MW ;

- un local de traitement des eaux : eaux neuves (eaux de ville et de forage) et eaux usées ,
- un local électrique,
- un local pour les TGBT ,
- un local pour les compresseurs d'air,
- un local « sprinkler » assurant l'alimentation en eau du réseau d'extinction automatique à eau du bâtiment en cas d'incendie ;
- un magasin pour les articles sanitaires (SAS),
- un atelier de maintenance,
- un local de stockage des produits lessiviels ;
- une aire de dépotage des produits lessiviels ;
- une zone de stockage des bennes à déchets ;

Le premier étage sur certaines zones du bâtiment sera constitué de :

- une zone de tri et un magasin pour le stockage de VT (vêtements de travail),
- des bureaux ;
- des vestiaires et sanitaires différents pour le personnel des deux ateliers (plat et VT) ;
- un réfectoire.

Par ailleurs, le site dispose indépendamment du bâtiment principal des équipements suivants :

- un local pour le conditionnement et le stockage des serviettes d'essuyage industriel ;
 - une station de lavage des camions ;
 - une station de distribution des carburants (distribution de gazole) ;
 - une cuve de réserve d'eau pour le système d'extinction automatique à eau pulvérisée (« sprinkler ») ;
 - un parc de stationnement d'un étage (1 niveau) de 100 places ;
- une Tour aéroréfrigérante fonctionnant en circuit primaire fermé pour le refroidissement de l'eau du procédé de lavage, et rinçage ;

Les ateliers de production du linge traditionnel et du linge santé sont séparés en deux types de zones de travail distinctes :

- la première zone dite "zone de contrôle entrée" qui comprend les opérations de réception et de tri du linge, ainsi que le chargement du linge sale dans les tunnels de lavage et les machines à laver ;
- la deuxième zone dite "zone propre" qui comprend la réception du linge propre en sortie des tunnels de lavage, les laveuses, les opérations de séchage et repassage du linge, le tri du linge, ainsi que l'expédition ;

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 20 février 2009 par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

Sans objet.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIERES

Sans objet.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.7.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.7.2. MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra

demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.7.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITE

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement. Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt.

Les dispositions des articles R 512-74 à R 512-76 du code de l'environnement sont applicables. La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : industriel.

CHAPITRE 1.8 DELAIS ET VOIES DE RE COURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits

actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.9 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Prévention de la pollution de l'eau	arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Prévention de la pollution de l'air	- arrêté du 2 février 1998 (cité ci-dessus).
Gestion des déchets	décrets n° 2005.635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets. arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret du 30 mai 2005. arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret du 30 mai 2005. décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 (codifiée au titre IV du livre V du code de l'environnement) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages. décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.
Prévention des risques	arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion. décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protections destinés à être utilisés en atmosphère explosive. arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre. arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes.
Prévention des nuisances	Odeurs : arrêté du 2 février 1998 Bruit : arrêté du 23 janvier 1997 relatifs à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement Vibration : circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement.

CHAPITRE 1.10 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.3. CONTROLES INOPINES OU NON

Contrôles et analyses (inopinés ou non) : Indépendamment du programme de surveillance des émissions explicitement prévu dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, mesures et analyses portant notamment sur les effluents liquides, atmosphériques ou gazeux, les odeurs, les déchets ou les sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2 ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 20 février 2009,
- les plans des installations du site tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'exploitant doit tenir à jour un dossier comportant tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum, sauf disposition particulière plus contraignante mentionnée au présent arrêté.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Pour chaque canalisation de rejet d'effluent nécessitant un suivi, les points de rejet repris ci-après doivent être pourvus d'un point de prélèvement d'échantillon et de points de mesure conformes à la norme NFX44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Eau de forage	416000m ³ /an

Les usages de l'eau sur le site sont les suivants :

- eaux de procédé lavage ;
- eaux de régénération des adoucisseurs ;
- eau de régénération des filtres de déferrisation des eaux de forage ;
- eau d'alimentation de la chaudière ;
- eau pour le portique de lavage ;
- Usage domestique ;

Les RIA et les douches de sécurité nécessiteront également de l'eau pour les essais périodiques ponctuels. Les quantités d'eau consommée seront négligeables.

Le prélèvement en nappe sera de 8000m³ au maximum par semaine.

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRELEVEMENT D'EAUX

Il sera mis en place un forage d'une profondeur de 800m pouvant fournir un débit d'eau maximal de 150m³/h, pour permettre le prélèvement en nappe pour les usages décrits à l'article 4.1.1.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration internes avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). ;

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES CARACTERISTIQUES DE REJET DANS LE RESAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Un réseau séparatif (isolant les eaux pluviales, eaux vannes, et les eaux industrielles) devra être créé dans les zones à risque particulier de pollution, ainsi qu'à chaque création ou rénovation des réseaux existants.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant d'assurer la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées (débourbeur-séparateur, station de prétraitement des effluents) sont mesurées périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET [LOCALISATION PRÉCISE INDISPENSABLE]

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à 2 points de rejet situés en limite Nord Ouest du site en bordure du chemin latéral :

- point de rejet n°1 : eaux pluviales ;
- point de rejet n°2 : eaux usées industrielles , eaux vannes des bâtiments, eaux de l'aire de lavage des véhicules ;

Le point de rejet n°1 assure la collecte des eaux pluviales provenant des eaux de toiture, de voiries et du parc de stationnement.

Le point de rejet n°2 assure l'évacuation :

- des eaux de lavage de véhicule et des eaux en provenance de l'aire de dépotage de GO traitées par un séparateur à hydrocarbures, avant de rejoindre le réseau eaux usées de l'établissement ;
- des eaux industrielles en particulier les eaux provenant du lavage des textiles.

Ces eaux font l'objet d'un prétraitement consistant en un dégrillage, un refroidissement par tour aérorefrigerante fonctionnant en circuit primaire fermé puis d'une neutralisation du pH à base de CO₂ liquide. L'ensemble des rejets n°1 et n°2 est collecté par le réseau public d'assainissement.

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception – Rejet dans une station collective

Pour les eaux industrielles, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement pour les eaux industrielles (point de rejet n°2)

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : <30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 si neutralisation alcaline)

Les détergents utilisés pour l'entretien des sols seront conformes aux dispositions du règlement européen du 31 mars 2004 et biodégradables à au moins 90%.

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Sans Objet.

**ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES PRE-TRAITEMENT
(POINT DE REJET N°2)**

Les eaux résiduaires sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les valeurs limites de rejet de la station de prétraitement avant envoi vers la station d'épuration collective sont :

- MES (matières en suspension) inférieure à 600 mg/l,
- DCO (demande chimique en oxygène) inférieure à 2000 mg/l,
- DB05 (demande biologique en oxygène 5 jours) inférieure à 800 mg/l,
- Azote global (exprimé en N) inférieure à 150mg/l,
- Phosphore total (exprimé en P) inférieure à 50mg/l,
- Détergents anioniques totaux inférieurs à 30mg/l,
- Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l,
- OHV inférieur à 1 mg/l,
- Métaux totaux inférieurs à 15 mg/l,
- Indice phénol inférieur à 0.3 mg/l,
- SEH (substance extractible à l'Hexane) inférieur à 150 mg/l,
- AOX inférieurs à 5 mg/l.

Ces valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les mesures et les analyses sont conformes à celles définies par les normes françaises ou européennes en vigueur. Les normes utilisées seront systématiquement précisées dans les bulletins d'analyses.
Le débit maximal journalier maximum est de 1600 m³.

Tout système de réfrigération ou de refroidissement en eau perdue est interdit.

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DE REFROIDISSEMENT

La qualité des eaux de purge des circuits de refroidissement est tenue de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration citées aux articles 4.3.7 et 4.3.9.

ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures (aire de lavage des véhicules, aire de distribution de carburant) sont envoyées vers un séparateur à hydrocarbures avant de rejoindre le réseau des eaux usées.

La canalisation d'eaux pluviales sera équipée d'un dispositif de sectionnement et d'obturation d'urgence (de type obturateur gonflable), afin d'isoler le réseau avant rejet dans le réseau public d'assainissement. En cas de déversement accidentel et d'entraînement de substances vers le réseau eaux pluviales du site, ces eaux devront être confinées et traitées par une filière de traitement appropriées ou éliminées.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des capacités de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques et des éventuels liquides épandus, et conformément aux dispositions prévues à l'article 7.6.3 du présent arrêté.

Le délai de stockage des déchets sur le site ne dépassera pas 3 mois.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations traitant des déchets industriels provenant d'installations classées et qui sont spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application du décret du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7. DECHETS DANGEREUX PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

L'exploitant tiendra à jour un registre de production ou d'expédition de déchets dangereux en application de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solitaire, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Article 6.2.2.1. Installations nouvelles

Le niveau de bruit en limite de propriété des installations ne doit pas dépasser, lorsqu'elles sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerter les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.
Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, telles que les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.
L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.
Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosive, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Le site est délimité par une clôture d'une hauteur de 2 m.

La clôture du côté canal de l'Ourcq est située à environ 7 m de la façade du bâtiment.

L'accès est réalisé par quatre portails motorisés, au Nord du site.

Une voie d'accès de secours, la plus judicieusement placée pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, est en permanence maintenue accessible depuis l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Le contrôle d'accès est effectué en heure ouvrable par un système de badge du personnel. Les heures ouvrables sont définies entre 6h et 22h où deux équipes se succèdent pour la production.. Un gardiennage est assuré en permanence (24h/24h et 7j/7). L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus, aménagés et équipés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie .

Le désenfumage sera assuré par des trappes de désenfumage à commandes manuelles et réalisé conformément aux règles d'exécution de l'instruction technique n°246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public, et notamment au paragraphe 7.1.4.§.2.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par une personne ou un organisme agréé ou un technicien qualifié qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives prises le cas échéant.

Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosive

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les

installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosifs susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

ARTICLE 7.3.5. SEISMES

Sans objet.

ARTICLE 7.3.6. AUTRES RISQUES NATURELS

Le site n'est pas situé dans la zone réglementaire du risque d'inondation de la Seine, concernant le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI).

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Sans préjudice des procédures prévues par le code de l'environnement et par le système de gestion de l'entreprise, les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

La mise en service d'unités nouvelles ou modifiées est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Pour ce faire, l'exploitant procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles qu'inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Les locaux sont maintenus propres et les déchets sont évacués aussi souvent que nécessaire.

Article 7.4.5.1. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,

- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

CHAPITRE 7.5 FACTEUR ET ELEMENTS IMPORTANTS DESTINES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1. LISTE DES ELEMENTS IMPORTANTS POUR LA SECURITE

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle

...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.
Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

ARTICLE 7.5.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCEDES

Sans objet.

ARTICLE 7.5.3. FACTEURS ET DISPOSITIFS IMPORTANTS POUR LA SECURITE

Sans objet.

ARTICLE 7.5.4. SYSTEMES D'ALARME ET DE MISE EN SECURITE DES INSTALLATIONS

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être

annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

ARTICLE 7.5.5. DISPOSITIF DE CONDUITE

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés si possible, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

ARTICLE 7.5.6. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES DE DANGERS

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte, notamment, la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuil donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

ARTICLE 7.5.7. ALIMENTATION ELECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

CHAPITRE 7.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et leurs quantités, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement. Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS

Article 7.6.3.1 . règles de stockage

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les produits incompatibles chimiquement seront stockés dans des cellules différentes.
Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches.

Article 7.6.3.2. conception des rétentions

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Article 7.6.3.3. dispositif de détection de fuite

Chaque capacité de rétention des cuves enterrées (Bisulfite de Soude, Eau de Javel, Lessive de Soude, Oxbryte Perfekt) sera munie d'un dispositif de détection de liquide placé en fond de rétention et déclenchant une alarme.

ARTICLE 7.6.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

L'exploitant prend toutes dispositions pour n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépôtage considéré.

ARTICLE 7.6.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

**CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET
ORGANISATION DES SECOURS****ARTICLE 7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à combattre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires du type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance ;
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones dans lesquelles il est susceptible de se produire une émanation毒ique ;

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentnelles.

L'ensemble de ces protections doit être maintenu toujours en bon état et dans un endroit facile d'accès.

ARTICLE 7.7.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre, et au minimum les moyens définis ci-après (moyens définis dans le dossier de demande d'autorisation) :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des robinets d'incendie armés,
- un système de détection automatique d'incendie dans le local des serviettes d'essuyage,
- un système d'extinction automatique d'incendie ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'ensemble de ces appareils sera maintenu en bon état de fonctionnement.

Un plan de masse de l'établissement sur lequel figurent les bâtiments avec leur destination et les moyens des secours en eau utilisables sera affiché à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
-

ARTICLE 7.7.6. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

ARTICLE 7.7.7. EAUX D'EXTINCTION

Les canalisations susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordées à un bassin de rétention étanche aux produits collectés et d'une capacité de 650m³.

Ces canalisations sont dotées d'un dispositif de sectionnement. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif de sectionnement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les opérations de vidange du bassin suivront les principes imposés par l'article 4.3.1.1 du présent arrêté.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées après un accident ou un incendie est également collecté dans ces canalisations vers le bassin de rétention.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 EPANDAGE

Sans objet.

CHAPITRE 8.2 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

La tour aéro-réfrigérante sera exploitée conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesures, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Sans objet.

ARTICLE 9.2.2. RELEVE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'exploitant effectue un bilan annuel de la consommation d'eau qui comprend des indicateurs pertinents permettant de mettre cette consommation en relation avec l'activité du site (en détaillant les quantités par types d'usage, tels que définis à l'article 4.1.1).

Les résultats seront portés sur un registre qui sera conservé par l'exploitant pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Une autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires est réalisée. Elle s'effectue à partir d'un échantillon moyen prélevé sur 24 heures et porte sur les paramètres fixés à l'article 4.3.9. Le débit, la température et le PH sont mesurés en continu.

Les analyses sont réalisées à la fréquence suivante :

Paramètre	Fréquence
DCO	Hebdomadaire
MES	Hebdomadaire
DBO5	Trimestrielle
Azote	Trimestrielle
Phosphore	Mensuelle durant la première année d'exploitation Trimestrielle à partir de la seconde année d'exploitation en fonction des résultats
Métaux Totaux	Annuelle
AOX	Annuelle
Indice phénol	Annuel
OHV	Annuelle durant les 2 premières années d'exploitation puis arrêt des analyses en cas d'absence d'OHV dans les rejets

Les autres paramètres fixés à l'article 4.3.9 sont mesurés de manière trimestrielle.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES

Sans objet.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Article 9.2.5.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle conforme aux dispositions applicables. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DE L'EPANDAGE

Sans objet.

ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvenients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article R 512-69 du code de l'environnement l'exploitant établit à l'issue des délais fixés dans les articles 9.2.3, 9.2.7 pour les contrôles par un organisme agréé, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées dans ce même article dans les deux mois qui suivent ces prélèvements qu'il transmet à l'inspection des installations classées. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les justificatifs mentionnés au chapitre 9.2.5. doivent être conservés (10 ans).

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE LA SURVEILLANCE DE L'EPIANDAGE

Sans objet.

ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.7 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 10 - ECHEANCES

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en service des installations et en particulier de la blanchisserie classée en R 2340-1 A.